

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

17 March 2015

François Muamba appelle Washington à s'impliquer dans le processus de rapatriement des FDLR

Source: Forum des As, via mediacongo.net

Par Rachidi Mabandu

17 mars 2015 - Le coordonnateur du MNS annonce la tenue en 2015 de deux forums économiques sur les Grands Lacs dont l'un en juillet à Addis-Abeba.

Un week-end très chargé pour le coordonnateur du Mécanisme national de suivi (MNS) de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. François Muamba Tshishimbi a, tour à tour, échangé avec l'ambassadeur des Etats-Unis et à Kinshasa et l'Envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs. Des entretiens qui dépassent le simple cadre d'une audience quand on sait que la question des FDLR dans l'Est de la RDC demeure une épine sous le pied du Gouvernement congolais et que des pourparlers se poursuivent entre le Congo-Kinshasa, le Rwanda, l'Ouganda et la Communauté internationale pour finaliser la question de l'ex-M23. Un ballet diplomatique aux retombées politiques et économiques importantes pour le développement et le retour de la paix en RDC.

Avec l'ambassadeur des Etats-Unis, François Muamba y est allé sans détours. Le coordonnateur du Mécanisme national de suivi a simplement sollicité l'implication de l'administration Obama dans le processus de rapatriement des 339 rebelles hutus rwandais cantonnés à Kisangani. Ces FDLR sont, depuis plusieurs mois, en transit dans la capitale de la Province Orientale. "Nous invitons notre hôte, au nom de son pays, de tout faire afin qu'il nous trouve des réponses très rapides à cette question de rapatriement des FDLR qui sont déjà à Kisangani (339) et ceux qui vont venir puisque

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'objectif n'est pas d'exterminer les gens mais plutôt de mettre une pression possible afin que ceux qui ont des oreilles pour attendre puissent déposer les armes", a indiqué François Muamba. Au Mécanisme national de suivi on estime nécessaire de réfléchir déjà sur le rapatriement des FDLR car, dit-il, la ville de Kisangani n'est pas leur destination finale.

Le coordonnateur du Mécanisme de suivi de l'Accord-cadre des Addis-Abeba a également assuré que la RDC mène des opérations de traque des FDLR dans le respect des textes. François Muamba a indiqué que les FARDC vont poursuivre les FDLR jusqu'à leur dernier retranchement. " Même désarmés, les FDLR ne doivent pas rester sur le sol congolais. Il ne faut pas qu'on nous mêle à des débats qui ne sont pas les nôtres ", insiste François Muamba faisant allusion aux pourparlers souhaités entre le régime de Kagame et les FDLR réfugiés en RDC.

POSITION DE L'UE

Dans ce même registre, l'Envoyé spécial de l'Union européenne pour les Grands Lacs, reçu par François Muamba, a déclaré qu'après les progrès réalisés en 2013 dans la stabilisation de la région des Grands Lacs, il fallait mettre fin à tous les groupes armés. " Du progrès a été fait mais il reste encore du travail à faire sur les FDLR, sur les ADF-Nalu et autres groupes. Ça c'est une des priorités parce qu'il faut assurer la sécurité des populations ", a-t-il expliqué.

L'Envoyé spécial de l'UE pour les Grands Lacs s'est félicité des efforts fournis en 2013 pour stabiliser la région des Grands Lacs, en proie à de nombreux conflits armés depuis plus de deux décennies. " Il y a eu au niveau de la stabilisation des progrès énormes en 2013. En tant qu'envoyé spécial, on a travaillé ensemble avec Mary Robinson, pour faire en sorte que le M23 se termine. Il y a eu un travail important au niveau de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Les engagements ont été pris. Maintenant le défi pour 2015 est de consolider tout cela. De faire en sorte que les engagements pris soient mis en œuvre ", a souligné Koen Vervaeke.

DEUX FORUMS ECONOMIQUES EN VUE POUR LES GRANDS LACS

" L'Accord d'Addis-Abeba commence à toucher là où les populations avaient intérêt à ce que les chefs d'Etat puissent signer un tel document, c'est-à-dire après les questions de sécurité et stabilité nous puissions parler de l'économie, du social qui donne du travail aux jeunes, à la femme ", explique le coordonnateur national du Mécanisme national de suivi au terme d'une audience accordée à l'Envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ce Forum économique est prévu en juillet prochain à Addis-Abeba dans le cadre de l'accord signé par onze pays africains pour ramener la paix dans cette région en proie à des groupes armés depuis près de deux décennies. Koen Vervaeke et François Muamba ont abordé avec détails les péripéties de ce que va être ce forum économique.

Au cours de ce forum qui sera organisé par l'Union Européenne et la Banque mondiale, il sera question du développement économique et des investissements dans la région des Grands Lacs. François Muamba estime qu'à travers cette rencontre, le peuple pourra commencer à se rendre compte que l'Accord d'Addis-Abeba n'était pas seulement "une question des FDLR, des ADF, des M23 ". Mais dans le dernier trimestre de l'année 2015, Kinshasa accueillera un autre forum économique. Celui-ci sera une occasion pour la RDC d'inviter les investisseurs étrangers à investir non seulement à Kinshasa, mais également dans le reste des pays des Grands Lacs, ajoute François Muamba Tshishimbi.

" L'engagement de l'Union européenne est sans faille. Nous sommes le premier partenaire de la RDC. On est là au niveau politique, en tant qu'envoyé. On est là au niveau économique, nous sommes très importants avec des moyens énormes pour soutenir le développement dans la région. Uniquement pour les trois pays Congo, Burundi et le Rwanda, notre soutien pour les années à venir se chiffre sur 1,5 milliards d'euros (environ 2 milliards de dollars américains). Ce sont des dons, ce ne sont pas de prêts. Nous sommes très engagés pour faire en sorte que ce soutien donne des résultats tangibles pour les populations ", a fait savoir Koen Vervaeke.

Congo frees U.S. diplomat but detains African democracy activists

Source: Reuters World Service

By Aaron Ross; Writing by David Lewis; Editing by Matthew Mpoke Bigg, Catherine Evans and Christian Plumb

Kinshasa, 16 March 2015 - Democratic Republic of Congo freed a U.S. diplomat on Monday, a day after he was arrested at a pro-democracy meeting, but the African activists detained with him were kept in custody.

Security forces made around 40 arrests on Sunday when they broke up a news conference in the capital Kinshasa attended by activists, journalists and musicians, including Senegalese and Burkinabe youth leaders visiting Congolese counterparts.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The arrests come at a sensitive time in Congo's politics. President Joseph Kabila is due to step down next year after completing his second elected term in office but critics fear his camp is looking for ways to allow him to stay in power.

Kevin Sturr, a USAID official with the agency's democracy and good governance program in Congo, was returned to the U.S. Embassy late Sunday night, Information Minister Lambert Mende said on Monday.

"There are the three Senegalese and the Burkinabe and their Congolese accomplices who continue to be questioned," Mende added. "Each will have his fate ... Either they will be released or put at the disposition of the public prosecutor."

The meeting in Kinshasa was being organised by a Congolese movement called Filimbi, which works to encourage youth to engage in politics.

"This event, sponsored in part by the U.S. government, is one of many activities the U.S. government supports that involve youth and civil society as part of our broader commitment to encourage a range of voices to be heard," the U.S. Embassy said in a statement.

In Washington, State Department spokeswoman Jen Psaki said U.S. authorities have not been officially informed about why Sturr was detained. "Our ambassador in Kinshasa has raised this at the highest levels with the DRC government," Psaki said.

Congolese government officials and ruling coalition parties were invited to the event and some attended, it said, describing the youth groups involved as well-regarded and non-partisan.

The foreign activists arrested included Fadel Barro, a member of the Senegalese collective of journalists and hip-hop artists "Y en a Marre", which helped organise protests against former President Abdoulaye Wade's bid for a third term in 2012.

A member of Burkina Faso's grassroots political group "Balai Citoyen", which played a leading role in protests that toppled that country's longtime President Blaise Compaore last year, was also detained.

Four foreign journalists also arrested at the event were freed on Sunday.

Mende said on Sunday that Congo's intelligence services believed the news conference -- billed as an exchange between African civil society organisations -- was in fact a project organised by "instructors in insurrection".

At least 40 people were killed in violent protests in January against a revision of Congo's electoral law that opponents said was meant to delay the presidential poll.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC: réactions après l'arrestation de plusieurs activistes africains

Par RFI

16 mars 2015

En République démocratique du Congo, l'arrestation dimanche 15 mars de militants pro-démocratie continue de faire réagir. Venu du Sénégal et du Burkina, à l'invitation de la société civile congolaise, les leaders des mouvements Balai citoyen et Y'en a marre sont accusés par les autorités de vouloir déstabiliser le pays.

Dimanche soir [15 mars], à l'issue d'une conférence de presse, des militants pro-démocratie ainsi que plusieurs personnes présentes dans la salle ont été interpellés dans le quartier de Masina, banlieue de Kinshasa. Avec eux, un diplomate américain, qui travaille sur les questions de démocratie à l'USAID, ainsi que des journalistes des médias, BBC, AFP et RTBF ont aussi été arrêtés.

Le ministre Lambert Mende explique ces arrestations en évoquant des problèmes liés aux conditions de leurs entrées sur le territoire : « La police estime avoir des raisons de croire qu'il y a une manœuvre de déstabilisation et d'atteinte à la sûreté de l'Etat derrière cette activité de personnes qui se réclament de Y'en a marre et du Balai du Burkina Faso, dans la mesure où le voyage a été entaché de pas mal d'irrégularités, d'une sorte de manipulation même de nos services d'immigration. Donc, ils ont été plus ou moins sous surveillance et on est tombé sur des choses que la police se réserve de mettre à la disposition de la justice ».

Le porte-parole du gouvernement évoque sans donner de détails des méthodes d'insurrection transmises par les Burkinabè et les Sénégalais aux jeunes Congolais : « D'organiser des bandes de jeunes pour leur demander de faire mieux que le 19 et 21 janvier où nous avons perdu 27 personnes, comme si c'était quelque chose dont il faut se vanter, de faire comme au Burkina. Nous n'avons pas l'intention de voir notre palais du Peuple être incendié. Au Burkina, que les Burkinabè s'expriment. Ils sont Sénégalais, c'est bien qu'ils s'expriment au Sénégal. Mais venir faire de la politique en RDC, ça vraiment c'est interdit par notre législation et nous ne pouvons pas accepter qu'ils viennent intoxiquer nos jeunes », estime Lambert Mende.

Les organisateurs démentent formellement ces allégations et affirment avoir insisté sur le fait que la violence n'était pas une solution, y compris lors de leur prise de parole au cours de la conférence de presse, juste avant leur arrestation. Aujourd'hui, ils s'inquiètent pour leurs collègues congolais ou étrangers détenus. Ils assurent ne pas savoir où ils se trouvent et qu'aucun n'aurait eu jusqu'ici accès à un avocat.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Plus de mobilisation si pas de libération

Au Sénégal, comme au Burkina, on se dit choqué par l'attitude du gouvernement congolais envers des personnalités invitées dans leurs pays et on appelle à leur libération immédiate. « Plus longtemps ils retiendront nos camarades, plus il y aura d'actions allant dans le sens de leur libération, mais surtout aussi allant dans le sens de la dénonciation de cette mafia politique qui a pour but simplement de préserver des intérêts individuels », promet le Burkinabè Smockey, l'un des fondateurs du Balai citoyen.

Choquée également, l'organisation de jeunes activistes de Goma, la Lucha, après l'arrestation de l'une des figures de leur mouvement Fred Ba-uma. Ces jeunes Congolais assurent n'avoir plus peur de la prison et qu'ils continueront malgré tout à œuvrer pour la démocratie. Eux aussi promettent de se mobiliser si tous les activistes ne sont pas libérés.

Seule réaction au sein de la communauté internationale jusqu'à présent, celle de l'ambassade des Etats-Unis. Elle confirme l'arrestation puis la libération du responsable du programme sur la démocratie de la coopération américain USAID au Congo. « Ces groupes de jeunes bien connus, non partisans, de même que les organisateurs congolais, visaient à promouvoir la participation des jeunes congolais au processus électoral », peut-on ainsi lire sur la page Facebook de l'ambassade. Les Etats-Unis déclarent même avoir financé ces rencontres entre jeunes activistes congolais et africains et rappellent que les autorités étaient invitées à y participer.

RDC: Kabila consulte sa majorité après une lettre polémique

Source: RFI

14 mars 2015

En République démocratique du Congo, plusieurs leaders de la majorité présidentielle ont rencontré ces derniers jours le président Joseph Kabila. Ces audiences font suite à l'envoi d'une lettre adressée au chef de l'Etat le 5 mars par sept des partis de la majorité et symbole d'un malaise au sein de sa coalition.

« Nous voulions le rencontrer tous ensemble, mais il a préféré voir tous les partis individuellement », explique l'un des responsables de la majorité un peu dépité. « Nous voulions lui demander de se prononcer sur les événements récents », ajoute-t-il sans plus de précisions.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« C'est une autorité morale, ce serait quand même important qu'il se prononce sur le projet avorté de réforme de la Constitution, sur la loi électorale et les manifestations, on ne l'a pas entendu là-dessus », renchérit un autre, plutôt inquiet d'ailleurs de voir « un fossé d'incompréhension se creuser entre la population congolaise et la majorité au pouvoir ». Et de conclure : « C'est pourquoi nous lui avons écrit, parce qu'on a besoin d'une direction, de savoir où l'on va. »

De savoir si Joseph Kabila compte se maintenir au pouvoir ou s'il envisage un troisième mandat ? Non, assurent des responsables des partis de la majorité signataires de cette lettre. Il s'agit plutôt, confie l'un d'eux, de se mettre d'accord sur un candidat pour la majorité. « Il faut que la majorité reste la majorité, explique un autre, même si le président Kabila n'est plus là. »

Jusqu'à présent, le chef de l'Etat aurait écouté plus que parlé, selon ceux que RFI a pu interroger. Tous les partis de la majorité ne sont évidemment pas signataires de cette missive et notamment pas le PPRD, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, la formation créée par Joseph Kabila. « Mais on sait qu'il y a des mécontents », explique l'un des membres du parti présidentiel, et, « y compris au sein du PPRD, certains voudraient savoir ce que le chef de l'Etat a en tête ». Le porte-parole de la majorité présidentielle devrait s'exprimer ce samedi sur ces audiences et leur objet.

Présidentielle en RDC, redécoupage: entretien exclusif avec Moïse Katumbi

Source: RFI

Par Léa-Lisa Westerhoff

16 mars 2015

Moïse Katumbi, membre du parti présidentiel et gouverneur du Katanga, la province la plus riche de la République démocratique du Congo, est depuis quelques mois sous le feu des critiques : fin décembre, via une métaphore footballistique, il s'était prononcé contre un troisième mandat du président Joseph Kabila. Aujourd'hui, suite à l'adoption d'une loi sur le redécoupage des provinces, il quitte ses fonctions de gouverneur. Qu'envisage-t-il pour la suite de sa carrière politique, alors que beaucoup de Congolais lui prêtent des ambitions présidentielles en 2016 ? Il est ce matin l'invité, sur RFI, de notre envoyée

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

spéciale au Katanga, Léa-Lisa Westerhoff dans une interview exclusive RFI-France 24.

RFI : La loi sur le redécoupage des provinces du Congo vient d'être promulguée. Le Katanga va se voir diviser en quatre, ce qui suscite beaucoup de craintes, d'inquiétudes ici, mais pas seulement. Que pensez-vous du fait que cette loi soit mise en œuvre maintenant ?

Moïse Katumbi : Moi-même, j'étais contre le découpage de la province en quatre. Comme la loi a été promulguée, c'est la démocratie et j'ai dû accepter. Ce qui va être compliqué, c'est surtout le budget parce que le découpage n'était pas dans le budget de 2015. Le gouvernement central doit aller au Parlement et débattre sur le budget du découpage. La loi est là. Je vais la respecter jusqu'à la fin et j'espère que ça va amener un plus pour le pays et non pas le chaos.

Cette loi pour le redécoupage dormait dans les cartons depuis 2006. Est-ce que comme certains l'affirment, vous pensez que c'est une initiative pour vous évincer de l'un des postes les plus convoités du Congo ?

C'est tout à fait normal que dans une jeune démocratie, les gens commencent aujourd'hui à dire : « non, c'est pour faire partir Moïse Katumbi. » Moi, je ne crois pas que ce soit cela. Il y a d'autres gouverneurs aussi. Dans la vie, il faut savoir partir. J'avais un mandat que je respecte. Si la loi a été promulguée, je suis démocrate et je dois respecter cette loi. Il y a beaucoup de choses à faire dans ce pays.

Vous avez annoncé votre départ aux Katangais la semaine dernière. Comment est-ce que vous envisagez la suite de votre carrière politique ? Vous allez vous battre à l'intérieur du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) ou à l'extérieur ?

Je suis membre de la majorité présidentielle et je suis membre du PPRD. J'ai toujours dit [que] s'il y a quelque chose qui ne va pas, je le dirai dans mon parti et je resterai dans mon parti. S'il y a des choses à améliorer, c'est dans le parti. C'est ça un parti politique. Quand on était à l'internat, le prêtre nous apprenait à être honnêtes et à être francs, avoir un franc-parler. Et j'ai grandi comme ça.

Si l'on parle de franc-parler, justement est-ce qu'il y a un combat à mener au sein du PPRD contre un troisième mandat ?

Il n'y a pas de troisième mandat parce que, je crois, le calendrier est sorti. Le président n'a jamais déclaré qu'il serait candidat pour un troisième mandat. Je crois au PPRD, c'est un parti politique. Il y a aura bientôt son congrès. Le PPRD est là pour faire respecter la démocratie. Donc si je suis dans ce parti, c'est pour faire respecter la

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

démocratie. Il y a aussi des gens dans le PPRD qui ne voudront pas faire respecter la démocratie. C'est ça un parti politique. Et il faut en interne discuter, voir le pour et le contre.

Vous avez annoncé votre départ. Quelle est la suite que vous envisagez pour votre carrière politique ?

Je veux prendre un petit temps de repos. Je veux faire un safari, le tour du Congo. Pour moi, ça serait quelque chose de bien. Je prends un petit repos, le temps de réfléchir. Mais je continuerai à servir cette population. Ce n'est pas parce que je quitte la politique que je vais oublier cette population. Cette population m'a beaucoup soutenu. Et aujourd'hui, si le Katanga est une province pilote de la République démocratique du Congo, ce n'est pas grâce à Moïse Katumbi, c'est grâce à la population katangaise.

Ce tour du Congo dont vous parlez, ça pourrait être une possible campagne ?

Non, pas du tout. Le président de la République a encore un mandat. Dans le temps, quand je faisais le tour du Congo, pourquoi on ne me soupçonnait pas de faire une campagne présidentielle ? Je ferai le tour du Congo, des infrastructures réalisées dans notre pays. La beauté de notre pays, ce n'est pas en restant chez moi à la maison que je peux la voir.

Cette pause, vous l'envisagez jusqu'à quand ?

C'est une pause que je prends le temps de réfléchir. Le jour où j'aurai terminé avec ma petite pause, s'il y a des choses à annoncer, je le ferai.

La question qui brûle les lèvres de tous les Congolais : est-ce que vous allez être candidat à la présidentielle en 2016 ?

En tout cas, c'est la même question [rires] qui revient de temps en temps avec tous les journalistes. Le président Kabila a un mandat légitime. Il lui reste encore plus ou moins deux ans. Nous devons accompagner le président de la République pour bien terminer son mandat, nous les Congolais, l'aider à développer ce pays. C'est lui qui a apporté la démocratie dans notre pays. Avant son arrivée, il n'y avait pas d'élection libre et démocratique. Donc le président a un mandat, mais nous ne devons pas envier le mandat du président.

Pour rester sur un terrain que vous appréciez, est-ce qu'en 2016 vous pensez être titulaire ou remplaçant sur le banc de touche ?

Je ne peux pas penser aujourd'hui à 2016 parce que je suis en train de terminer mon mandat et il y a toujours aussi le mandat qui court du président Kabila. Il y a aussi le

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

congrès du parti à venir. Il y a aussi beaucoup de choses d'ici deux ans qui peuvent arriver dans le pays, et jusque-là c'est lui qui est élu. Pour le moment, voyons comment soutenir le président pour bien terminer son mandat. C'est le plus important.

DR Congo seeks Virunga park boundary change

Source: BBC Africa

By Maud Jullien

14 March 2015 - The Democratic Republic of Congo says it wants to redraw the boundaries of Virunga National Park, a World Heritage site, to allow for oil exploration.

Prime Minister Matata Ponyo told the BBC that there were ongoing discussions about it with Unesco.

British firm Soco is the only company to have explored the park, which is home to endangered mountain gorillas.

It says it would have no further involvement in the block after giving seismic results to the government.

However, campaign group Global Witness said the company could still sell its exploration rights in the World Heritage Site to another company.

The 7,800 sq. km (3,000 sq. miles) Virunga Park is one of the most ecologically diverse places on Earth, but it has suffered from the years of lawlessness and conflict between armed groups based in eastern DR Congo.

Unesco says it has not been made formally aware of a request from the Congolese government to change the park's boundaries.

'Soldiers assaulted oil opponents'

"The necessity is to find a middle ground to see how to preserve nature but also to gain profit from resources so that the communities living there can see their living conditions get better," Mr Ponyo told the BBC.

He said Soco had brought the issue of the boundary to the government's attention, but the company was not involved in the Unesco talks.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Since Soco acquired an exploration permit on Lake Edward, at the heart of Virunga Park, in 2010, it has faced criticism from both conservationists and human rights organisations.

Soldiers have told the BBC that a sub-contractor of Soco had made payments to troops who were part of a unit assigned to the company which has been accused of assaulting opponents of oil exploration in the area.

Soco says it has never paid Congolese troops, directly or indirectly, and condemns violence.

In April 2014, the World-Wide Fund for Nature (WWF) said it was "irresponsible for Soco to disregard the national and international laws protecting the World Heritage Site".

When we arrived in the small village of Nyakakoma, where Soco set up base in 2011, dozens of boats were lined up on the shore, while several hundred fishermen untangled their nets, getting ready to go fishing.

It is estimated that 30,000 people depend on the lake to survive.

While they haven't always been on the conservationists' side - fishing is restricted and many fishermen would be happy to see the park declassified - many of them share their concerns about possible oil leaks.

The former head of the fishermen's union, who did not want to be named, asked Soco and the government to disclose more information about the oil deal in 2013. He says that several days after he asked, he was detained.

"I was arrested by soldiers, their boss was Major Feruzi - he is in charge of securing Soco's activities.

"They told me: 'You are against oil, we must hurt you.' It was very dangerous."

He said the same major told him several months later that if he did not change his position he would "lose his life." This prompted him to flee Nyakakoma along with his family.

The BBC was unable to contact Maj Feruzi for comment.

Soco carried out tests between April and June 2014 on Lake Edward to determine how much oil it holds.

During that time, fishing was restricted.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

One fisherman, who was too scared to be named, told us he had a violent encounter with soldiers during the testing phase.

"I protested," he said, "and then the white man used his walkie-talkie to call a speedboat full of soldiers. They took me and they beat me up, they told me I had no right to speak back to the white man, that I had no right to fish there."

Soco said it could not confirm this incident but has admitted to cutting the nets of fishermen who were in the wrong zone.

"You, Europeans, you have eaten all your animals"

Joseph Pili Pili

Ministry of Hydrocarbons

Park ranger Rodrigue Katembo also says he was assaulted after being arrested for trying to stop Soco from erecting a mast in the park.

He spent 17 days in detention in 2013 and says soldiers kicked him and crushed cigarette butts on his face during his arrest. He bore visible scars when we met him.

Soco says the Congolese government had assigned soldiers to its security because they operated in a zone where rebel groups are active.

The company says that Major Burimbi Feruzi, who has been identified by several local activists as the man who gave orders to silence Soco critics, was a government military liaison officer assigned to them. The company denies ever paying him.

Soco says the soldiers' salaries were paid by the government in the usual way and that the company did not employ them.

During our time in the area, we spoke to soldiers who told us they were paid by a Soco sub-contractor, on top of their usual army salaries.

They said they were given an allowance at the end of each month by a South African security sub-contractor for their work securing the company's activities.

"A white South African called Pieter Kock would hand the money to our boss, Major Feruzi, who would then hand it to us," one of the soldiers explained.

They said they were paid up to \$300 (£200) a month during their time with Soco, far more than their regular salaries of about \$80.

The soldiers we spoke to denied assaulting locals or being ordered to do so.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

They said their role was to protect Soco staff from potential threats and to sometimes ask locals to get out of the way of the company's boats.

We contacted Pieter Kock's employer, a South African security contractor, which declined to comment on the allegations and referred us back to Soco.

The park contains about 300 mountain gorillas - about a third of the world's total population.

The Congolese government, which declined to comment on the alleged payment of soldiers by the company, is adamant that oil exploitation in the park would earn billions of dollars - far more than its earnings from tourism.

"You, Europeans, you have eaten all your animals," Joseph Pili Pili, a senior official from the Congolese Ministry of Hydrocarbons, told the BBC, "and now you ask us to turn our backs on money the country desperately needs, the people desperately need, to protect animals?"

Gorillas vs oil: DR Congo seeking way to explore at Virunga park

Source: AFP

Kinshasa, 15 March 2015 - In the Virunga national park, Africa's oldest natural reserve and home to the mountain gorilla, the endangered Great Ape and its habitat are under a new threat: oil exploration.

Even though the British petroleum company Soco says it has ended its project in the park, the government of Democratic Republic of Congo is not abandoning its plans to exploit potential oil reserves there.

Kinshasa on Friday said it wanted to find a way to explore for oil in the perimeter of Virunga, listed since 1994 as a UNESCO world heritage site which has already suffered from decades of armed conflict in Congo's restive east.

Congolese Prime Minister Augustin Matata Ponyo said the authorities have contacted UNESCO to see how "to explore judiciously" there in order to "reap the profit of its resources to benefit the people who live there".

In January, Matata informed international lenders that Kinshasa had still not given its approval to explore for oil within the limits of the park, but that if such a decision was taken, it would seek a slight modification to the park's boundaries.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Virunga's vast band of natural reserve stretches for 7,800 square kilometres (3,000 square miles) astride the Congolese border with Rwanda and Uganda and includes savannas, forests, swamps and active volcanoes.

Created in 1925 when the DRC was a Belgian colony, the Virunga Park is a refuge for many animal species but most especially its emblem, the mountain gorilla, immortalised in the film about zoologist Dian Fossey, "Gorillas in the Mist."

UNESCO has said the exploration and extraction of oil was "incompatible" with the continent's most biologically diverse protected area, also home to a quarter of the world's mountain gorillas.

Nevertheless, in 2010 Kinshasa had granted French oil giant Total and British group Soco permits to explore concessions along large portions of the reserve.

After strong opposition from both the local and international communities, Kinshasa suspended the permits in 2011 and Total agreed not to enter into the limits of the park.

Seismic results mid-2015

Soco did the same last June, but not until having finished a seismic study as part of an "evaluation" the government had requested to estimate the effects an oil operation would have on the environment.

"Processing of the seismic data has been completed and data interpretation is currently underway in the UK and should be completed by mid-2015," the company said in a statement on Thursday.

"After providing the DRC government with interpretation of the seismic results, SOCO will have no further involvement in the block," its statement said, referring to the concession which had covered the southern half of the park.

Opponents claim that the tests amounted to a hidden oil exploration project. But the oil companies aware of the controversy surrounding their work say they have no role in deciding Virunga's future.

"While we acknowledge that the DRC government is anticipating discussions with UNESCO involving the future of the Virunga National Park, we have no involvement in these discussions," Soco said.

Contacted by AFP, the UNESCO representative in the DRC, Abdourahamane Diallo, said there were no formal "negotiations" between the UN cultural agency and Kinshasa over oil exploration in Virunga or changing its boundaries.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"So far there has been no formal request" on the part of the Congolese authorities to declassify a part of the park, said Diallo, adding that UNESCO was providing information and awareness to the Congolese politicians on the implications of Virunga's classification as a world heritage site.

What those opposed to exploiting the park's resources, such as anti-corruption group Global Witness, fear is that the Congolese government will give a permit to another company.

UN names panel to examine Dag Hammarskjold death in 1961

Source: Associated Press

United Nations, 16 March 2015 - Secretary-General Ban Ki-moon has appointed an independent panel of experts to examine new information about the mysterious plane crash that killed U.N. Secretary-General Dag Hammarskjold on a peace mission to newly independent Congo in 1961.

U.N. deputy spokesman Farhan Haq announced Monday that Mohamed Chande Othman, the chief justice of Tanzania, will chair the three-member panel. Its other members are Kerryn Macaulay, Australia's representative to the International Civil Aviation Organization, and Henrik Ejrup Larsen, a ballistic expert in the Danish National Police.

Haq said the panel will start work on March 30 and submit its report by June 30.

He noted that the General Assembly has also encouraged the 193 U.N. member states to release to the secretary-general any relevant information related to Hammarskjold's death.

Menace des rebelles FNL : « KABILA » vole au secours de NKURUNZIZA

Source: KongoTimes!

Cette décision des autorités congolaises de démarrer les opérations contre les Fdlr à partir du Sud Kivu, ne serait pas un fait du hasard, pensent certaines sources. Ce n'est nullement une stratégie militaire mais bien un arrangement entre deux amis présidents décidés à s'accrocher mutuellement au pouvoir. Le président Kabila voudrait aider son ami Nkurunziza qui tient à organiser les élections présidentielles en juin prochain (dans 4 mois). Soulignons qu'en

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Janvier de cette année, le Burundi a connu une attaque des rebelles FNL venus de la RDC. Ces insurgés s'étaient infiltrés dans la province de Cibitoke avec objectif de rejoindre la forêt de la Kibira, sanctuaire des groupes armés pendant la guerre civile burundaise (1993-2006), notamment la guérilla hutu en lutte contre l'armée alors dominée par la minorité tutsi. Pour le régime burundais, ces rebelles constituent une épine dans son pied et peuvent, à tout moment, surprendre son armée surtout en cette période où Pierre Nkurunziza ne fait pas l'unanimité au sein de cette armée burundaise.

17 mars 2015 - Les Fardc ont finalement démarré leurs opérations contre les Fdlr dans les moyens plateaux de Lemera. C'est depuis mardi 24/02/15 que les attaques ont commencé. Selon l'armée congolaise, deux villages (Ruvuye et Mulindi) ainsi que le campement de Revo sont tombés sans beaucoup de résistance. Les auditeurs et téléspectateurs congolais ont régulièrement droit à une intervention, inhabituelle, du porte-parole de l'armée congolaise qui tente de convaincre de l'opportunité d'une telle opération démarrée au Sud-Kivu alors que tout le monde l'attendais dans le Nord-Kivu où les Fdlr ont le gros de leur contingent.

Cette décision des autorités congolaises de démarrer les opérations contre les Fdlr à partir du Sud Kivu, ne serait pas un fait du hasard, pensent certaines sources. Ce n'est nullement une stratégie militaire mais bien un arrangement entre deux amis présidents décidés à s'accrocher mutuellement au pouvoir. Le président Kabila voudrait aider son ami Nkurunziza qui tient à organiser les élections présidentielles en juin prochain (dans 4 mois). Soulignons qu'en Janvier de cette année, le Burundi a connu une attaque des rebelles FNL venus de la RDC. Ces insurgés s'étaient infiltrés dans la province de Cibitoke avec objectif de rejoindre la forêt de la Kibira, sanctuaire des groupes armés pendant la guerre civile burundaise (1993-2006), notamment la guérilla hutu en lutte contre l'armée alors dominée par la minorité tutsi.

Pour le régime burundais, ces rebelles constituent une épine dans son pied et peuvent, à tout moment, surprendre son armée surtout en cette période où Pierre Nkurunziza ne fait pas l'unanimité au sein de cette armée burundaise (le responsable des renseignements, le général Godefroid Niyombere a démissionné et a été remplacé par le général Etienne Ntakarutimana car il n'était pas d'accord avec le 3è mandat de Nkurunziza).

Ayant refusé à la Monusco de mener avec les FARDC des opérations conjointes contre les Fdlr, Kabila a, selon ces sources, désormais les mains libres pour venir en aide à son ami Nkurunziza qui a toujours disposé des soldats burundais sur le sol congolais afin de mener des opérations contre les FNL alliés aux Fdlr. Dans les moyens et hauts plateaux de Mulenge, il faut reconnaître que les Fdlr ne sont pas nombreux mais ce

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

sont surtout les FNL qui y sont bien établis. Certaines sources vont jusqu'à affirmer que des soldats burundais sont bien engagés aux côtés Fardc dans ces opérations déclenchées depuis le mardi 24/02/2015.

Par contre, aucune opération n'a débuté dans les territoires de Walikale et Masisi où se retrouve le gros contingent bien armé des Fdlr. Depuis l'annonce de ces opérations par les autorités congolaises, les Fdlr ont multiplié des mouvements de troupes et des attaques dans le territoire de Rutshuru et dans l'Ituri:

- Une colonne de Fdlr lourdement armés a été vue dans la forêt de Bakaïko près de Mambasa (Ituri) en provenance des localités de Katine et de Mangurujipa en territoire de Beni (Nord-Kivu) situées à la frontière avec l'Ituri.

- Il y a deux semaines, les Fardc avaient fait une incursion dans les campements des Fdlr dans leur bastion de Nyamilima. Cela a suffi pour les disperser et le gros du contingent de ces rebelles Hutu-Rw est remonté vers le Nord-Est (le long de la frontière avec l'Ouganda) en se déployant dans les forêts près de Nyabanira et Kinyandoni (+/- 15km de Rutshuru-centre). A partir de ces nouveaux campements, ils attaquent régulièrement les villages de Butaro, Kihondo, Rubare, Nyamagana, Bushiya. Leurs opérations se font régulièrement entre 20h et 3h du matin et ils contournent les camps militaires de Rugarama et Kabira (+/- 5km de la frontière ougandaise) pour investir toutes les maisons en pillant et tabassant les villageois qui n'ont rien à donner comme argent, habits, animaux domestiques (poules, chèvres, vaches, téléphones, etc...) en se repliant directement vers le village de Kagano. Très souvent, les villageois appellent les officiers Fardc pour les informer des attaques en cours mais sans obtenir aucune réaction jusqu'au petit matin. Il semble que les Fardc ont peur de s'engager nuitamment car ils ne maîtrisent pas le secteur comme ces Fdlr qui savent tendre des embuscades aux soldats gouvernementaux.

En outre, les services congolais de renseignement (ANR), de migration (DGM) et des militaires Fardc commettent régulièrement des exactions sur les populations civiles qui souffrent déjà des opérations des Fdlr, se plaignent les populations désespérées qui se demandent s'il n'y a pas un projet de déstabilisation du territoire de Rutshuru.

Des officiels des FARDC contacté par Le Millénaire classent toutes ses allégations dans le cadre d'une campagne que mèneraient certains membres de la communauté Internationale contre les institutions congolaises pour des raisons inavouées. Pour eux, les FARDC sont déterminés à en découdre avec ces FDLR et pacifier définitivement la région. Quel que soit le lieu du début de ces opérations, ce qui compte c'est le résultat final : l'éradication des FDLR avec ou sans appui de la Monusco.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi opposition leader says wife injured in gun attack

Source: Reuters

Reporting by Patrick Nduwimana; Editing by Toby Chopra

16 March 2015 - The wife of Burundi's top opposition leader was injured on Sunday [15 March] by a gunman who attempted to kill her in an attack in the country's capital, her husband and former rebel chief Agathon Rwasa said.

Tensions are running high in the east African nation, which is tentatively emerging from more than a decade of civil war, because of a dispute over whether current President Pierre Nkurunziza can run for another term in a June vote.

Rwasa accused the government of compiling a hit list of people to be targeted in the run-up to a parliamentary election in May and the presidential vote in June, but vowed he would still contest the election.

"The attempt to kill my wife is politically motivated. Those who planned to assassinate my wife want to intimidate me," he told Reuters on Monday.

Rwasa's wife Annonciate Haberisoni was treated in a private hospital and discharged after the attack that took place in a hairdressing salon.

"If they think they will discourage me from running in the coming presidential elections, my answer is no," Rwasa said.

Government officials were not immediately available for comment.

Under the constitution Nkurunziza, who has been in power since 2005, is only allowed to serve only two terms. However, his supporters argue his first term should not count since he was picked by lawmakers rather than voted in.

Nkurunziza himself has not yet said that he will run.

Two weeks ago, the Roman Catholic Church, which is followed by more than two-thirds of the population and played a key role in peace talks, said the constitution did not permit Nkurunziza to seek a third term.

A visiting United Nations Security Council delegation last week appealed for strict adherence of the constitution to consolidate the fragile peace in the country.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Tensions Rise In Burundi Ahead of June Presidential Election

By Pierre Longeray

16 March 2015

Tensions have been rising in Burundi, a landlocked country in the African Great Lakes region, ahead of presidential elections slated for June. Many fear that incumbent President Pierre Nkurunziza, who has been in power since 2005, will seek a third term in the upcoming elections, despite the two-term limit imposed by the constitution.

Keen to avoid a crisis like the one that precipitated the fall of Burkina Faso's President Blaise Compaoré in October, the international community has waded into the debate and called on Burundi's decision-makers to consider "peace" before anything else. The Elders — an independent group of global leaders and peace advocates, chaired by former UN Secretary General Kofi Anan — traveled to Burundi Thursday to urge the government to respect the limit on presidential terms.

Meanwhile, Belgium has earmarked 300,000 Euros to finance an electoral observation mission in its former colony.

According to Amnesty International, Burundi's ruling party has been "perpetrating a relentless campaign of intimidation" against its critics, and also has a lousy record when it comes to the freedom of the media and free speech.

Last month, tens of thousands of people took to the streets of Burundi's capital Bujumbura to celebrate the release of popular radio host Bob Rugurika, who was detained for airing the confession of a man allegedly involved in the murder of three Italian nuns last year. Rugurika's arrest provoked outrage among the population, who ignored the government ban and staged mass demonstrations.

Burundi's influential Roman Catholic Church has also urged the incumbent president not to stand for a third term.

Pierre Nkurunziza believes he has every right to push for a third term. He does have a rural support base, and you have to bear in mind that his party, the CNDD-FDD, did not sign the Arusha agreement. He doesn't feel he's beholden to [the agreement].

On March 2, Burundian dissident Hussein Radjabu escaped from jail, where he was serving a 13 year sentence on charges of "plotting against the State." Radjabu had formerly headed the president's political party, the National Council for the Defense of Democracy-Forces for the Defense of Democracy (CNDD-FDD), but was removed in

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

2007 after reportedly falling out of favor with Nkurunziza. The BBC says Radjabu, a former rebel leader and the country's most powerful politician before his imprisonment, was aided in his escape by the prison's warden and three guards. He is currently believed to be in exile.

Burundi, which was under Belgian administrative authority until 1962, has recently emerged from a long history of violent civil conflict. Ethnic violence between the Tutsi and the Hutu left 300,000 dead in a bloody civil war that lasted from 1993 to 2008.

In 2000, Burundi signed the Arusha Peace and Reconciliation Agreement to bring stability to the country and provide a framework for a transitional government. Parliamentary elections took place in 2005, followed by presidential elections, in which Nkurunziza was elected.

The Arusha agreement and the 2005 Constitution both limit the number of consecutive presidential terms to two. Unlike the agreement, the Constitution outlines that this limit only applies to a president elected "by directed universal suffrage."

Nkurunziza's supporters argue that the president has only been elected by universal suffrage once, not twice, since his first nomination was the result of a parliamentary vote. According to the Constitution, they say, the first term doesn't count, and Nkurunziza should by right be allowed another term.

A lasting mobilization

Christine Deslaurier, a researcher at France's Institute for Research and Development (IRD), told VICE News that the international community's recent voicing of support is "the icing on the cake for the campaign against a possible third term for president Nkurunziza."

Opponents of the president have been protesting since March 2014, when the ruling party failed to obtain parliamentary approval to amend the constitution in a move critics said would upset the country's delicate sectarian balance between the majority Hutus and minority Tutsis. (Nkurunziza is a Hutu).

"The [anti-government protest] movement really exploded and gathered momentum after February 19," said Deslaurier, "during the protests that followed the release of Bob Rugurika, the head of African Public Radio [Radio Publique Africaine — RPA]."

Rugurika, the researcher explained, became a symbol for the opposition's dissatisfaction with the government's tactics.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"This radio station is the voice of the voiceless in Burundi, and has always brought to light the biggest scandals, regardless of the powers-that-be." Demonstrations gathered so much momentum that the government staged its own nationwide counter-protest on February 28. According to French radio station RFI, Burundian students claimed they had been forced to demonstrate to show off a united pro-government front.

For Deslaurier, former CNDD-FDD party leader Radjabu's jail break on March 8 dealt a further blow to the ruling party, particularly since the dissident leader was reportedly aided by incumbent party officials, which "just goes to show how much pressure there is within the ruling party," the researcher said. According to media reports, several "rogue" elements have also been barred from the party in the past few months.

Many see Radjabu's 2007 arrest as politically motivated, but for Deslaurier, the former CNDD-FDD leader is not a direct threat to Nkurunziza in the June elections. "I don't think Radjabu will be able to come back to Burundi [to stand in] the presidential election," she said. "He's a fugitive, so, from a legal standpoint, he can't stand. But it's likely he will field other candidates."

The opposition under pressure

On Saturday, the wife of leading Burundian opposition politician Agathon Rwaswa was shot and wounded at a hair salon in the capital, Bujumbura — the latest incident in a decade of political harassment. "People often settle [political] matters with brutality," said Deslaurier. "Last year there were murders."

Burundi is heavily dependent on the international community for aid, and 55 percent of the country's budget is currently financed by international donors — a factor that may come to weigh on Nkurunziza's decision.

"Pierre Nkurunziza believes he has every right to push for a third term," Deslaurier said. "He does have a rural support base, and you have to bear in mind that his party, the CNDD-FDD, did not sign the Arusha agreement. He doesn't feel he's beholden to [the agreement]."

"Pressure will continue to rise in the country," she added. "A solution for the president might be to field another candidate from his party. Particularly given the current context in Africa: people aren't all that supportive [of efforts] to take the power by force."

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Rwanda : 11 personnes condamnées pour tentative de renverser le gouvernement

Source: Agence Afrique

Les autorités rwandaises continuent leurs opérations de condamnation au grand dam des organisations de défense des droits de l'Homme. Un tribunal a condamné 11 personnes dont six à vie et cinq autres avec des peines de dix ans de réclusion, pour avoir voulu renverser le gouvernement. Parmi les condamnés à vie, se trouve un certain Nsengiyumva Jotham, ancien FDLR, qui aurait reconnu ce grief dont ils sont accusés.

16 mars 2015 - Les personnes accusées sont suspectées d'avoir des liens avec les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), des ex-militaires de l'ancien régime rwandais qui sont exilés à l'Est de la RD Congo d'où ils opèrent depuis bien des années et qui sont aujourd'hui pourchassés par l'armée congolaise.

Seize autres personnes seraient actuellement jugées pour crimes contre la sécurité de l'Etat ; le verdict devrait être rendu d'ici fin mars.

Ces différentes condamnations ne font que rallonger la liste des personnes écrouées par les tribunaux rwandais, ces derniers temps.

Les dernières répressions en date sont celles du journaliste Cassien Ntamuhanga, du chanteur Kizito Mihigo et de trois autres co-accusés. Ntamuhanga était condamné à 25 ans de prison pour avoir été reconnu coupable de formation d'un groupe criminel, de conspiration contre le gouvernement... Alors que Mihigo pour qui l'accusation avait requis la perpétuité pour complot contre le gouvernement, a vu sa peine diminuer à 10 ans d'emprisonnement pour avoir plaidé coupable.

Les organisations de défense des droits de l'Homme ne cessent de manifester leur indignation et dénoncent ce caractère répressif du régime du président Paul Kagame, mais le pouvoir en place ne semble pas faire cas de ces interpellations.

Kagamé qui est soupçonné de vouloir changer la constitution pour briguer un nouveau mandat en 2017 cherche, selon des observateurs, à museler de plus en plus les voix dissonantes, susceptibles de lui faire barrage.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

EU ministers clear way for CAR military advisory mission

Source: dpa

Brussels, 16 March 2015 - Brussels - EU foreign ministers on Monday gave the final go-ahead for a mission to help with military reform in the Central African Republic, which has sought to contain clashes between its Muslim and Christian communities.

The country saw sectarian violence after Muslim Seleka rebels overthrew then-president Francois Bozize, a Christian, in March 2013. Thousands of people were killed and about a million were displaced in the conflict.

Last year, the European Union dispatched soldiers to help maintain the peace alongside UN, African Union and French forces. That mission wrapped up on Sunday, handing over responsibility for security operations to the United Nations.

"EU experts will now support preparations for security sector reform," the bloc's foreign policy chief Federica Mogherini said in a statement.

"This will help the Central Africa Republic turn the corner after this security crisis."

The EU military advisory mission, codenamed EUMAM RCA, will advise authorities on the "reforms necessary to transform the CAR armed forces into a professional, democratically controlled and ethnically representative army," the statement said.

European experts will work in the country's Defence Ministry and with the General Staff to advise on how to manage the military forces and to prepare for wide-ranging reforms.

They will also offer advice on an army training programme.

EUMAM RCA could also carry out "limited non-operational training" to pave the way for the upcoming reforms, the bloc's foreign ministers said, while adding that they would first have to approve such a step.

The European mission, led by French Brigadier General Dominique Laugel, will work alongside United Nations forces who have also been tasked with security sector reform.

EUMAM RCA will consist of up to 60 staff, and is expected to cost around 7.9 million euros (8, 3 million dollars) for a year.

The EU has also committed more than 360 million euros in humanitarian aid since 2013 to respond to the crisis in CAR, according to the statement.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Sudan army says 130 rebels killed

Source: Xinhua

Khartoum, 16 March 2015 - South Sudan army said on Monday it killed 130 rebels in violent clashes over two days at Upper Nile State, according to army spokesman.

These rebel fighters were led by former Vice President Riek Machar, Philip Aguer, South Sudan army spokesman, told Xinhua over phone.

"Rebel forces belonging to Riek Machar attacked positions of the Sudan People's Liberation Army around Renk town in Upper Nile State where our forces confronted them, and after two days of fighting, we have managed to completely repulse them," he said.

The spokesman also said that a total of 14 army soldiers were killed, and 17 others injured in the conflicts.